

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL METTANT EN DEMEURE

la société CARREFOUR SUPPLY CHAIN
dont le siège est situé sur la commune de Salon-de-Provence (13 300)

Le préfet de Vaucluse
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 541-2, L. 541-3 et R. 541-45.
- Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- Vu** le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers.
- Vu** le décret du 9 mai 2018 publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination du préfet de Vaucluse – M. Bertrand GAUME.
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2013358-0002 du 24 décembre 2013 autorisant la société Saturnic à exploiter sur le site de la Z.A. la Grèze à Valréas une installation de regroupement et traitement de déchets amiantés.
- Vu** l'arrêté préfectoral du 31 août 2020 donnant délégation de signature à M. Christian Guyard, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse.
- Vu** le jugement du tribunal de commerce d'Avignon en date du 21 août 2019 désignant l'étude Balincourt comme liquidateur de la société Saturnic.
- Vu** la visite d'inspection de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées), réalisée le 20 octobre 2020.
- Vu** le courrier DREAL daté du 1^{er} septembre 2020 rappelant à la société Carrefour Supply Chain sa responsabilité quant à la bonne gestion de ses déchets, y compris si ceux-ci sont gérés par un tiers.
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 16 décembre 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement.
- Vu** la réponse de la société Carrefour Supply Chain méconnaissant l'intervention de la société Saturnic pour son compte.

Considérant que lors de la visite en date du 20 octobre 2020 des installations anciennement exploitées par la société Saturnic, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté la présence de plusieurs bigbags mentionnant les termes « Carrefour » et « Carrefour Market ».

- Considérant** que l'analyse du registre des déchets récupérés auprès de la société Saturnic faisait apparaître la société Carrefour Supply Chain comme maître d'ouvrage d'une opération de désamiantage.
- Considérant** que par courrier Dreal/IIC du 1^{er} septembre 2020, la société Carrefour Supply Chain a été informée de la possibilité de présenter ses observations écrites ou orales dans un délai de quinze jours, conformément aux dispositions de l'article L. 541-3 du code de l'environnement.
- Considérant** qu'il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article L. 541-3 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société Carrefour Supply Chain de satisfaire aux prescriptions applicables inobservées afin de préserver les intérêts mentionnés aux articles L. 541-1 du code de l'environnement.

Sur la proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations.

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : Gestion irrégulière de déchets

La société Carrefour Supply Chain, dont le siège est situé Avenue Gabriel Voisin – BP 300 – 13 300 Salon-de-Provence, est mise en demeure de régulariser, sous un mois, la situation administrative des déchets amiantés produits sur ses chantiers et entreposés sur le site de l'ancienne société Saturnic – ZI la Grèze – 84 500 Valréas.

Si les déchets sont évacués, la société Carrefour Supply Chain les oriente dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Elle s'assure que l'entité à qui les déchets sont remis est autorisée à les prendre en charge et que l'installation destinataire des déchets (installation d'élimination) est régulièrement autorisée à cet effet. Les justificatifs de bonne élimination des déchets devront être fournis à l'Inspection de l'environnement dès réception.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 541-3 du code de l'environnement.

Article 3 : délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES CEDEX 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site Internet : « www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois susmentionné. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 4 : mesures de publicité

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet de Carpentras, le maire de Valréas, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée aux exploitants.

Avignon, le 26 JAN. 2021


Pour le préfet,
le secrétaire général,
Christian GUYARD

